



Pétrole, panique dans la maison des Saoud

L'attaque du 14 septembre sur les installations pétrolières d'Aramco suscite les pires craintes sur l'offre de pétrole. Toutefois, en écartant le risque d'escalade qui serait préjudiciable à tout le monde, y compris au candidat Trump, nous considérons que cet acte audacieux restera isolé et ne troublera l'ordre pétrolier que momentanément. Le marché du pétrole en 2020 restera essentiellement exposé à une diminution de la consommation avec un prix du pétrole sur une tendance baissière.

Le scénario tant redouté d'une rupture de l'approvisionnement en or noir de la péninsule arabique n'est peut-être plus une crainte refoulée, mais bel et bien un risque réel. L'attaque par drones le samedi 14 septembre de deux installations d'Aramco, dont une unité de traitement de pétrole brut située à Abqaiq, a privé presque instantanément l'Arabie saoudite de la moitié de ses capacités de production, et le monde de 5% de l'offre de pétrole.

L'attaque, d'une efficacité redoutable, met en évidence la très grande vulnérabilité des installations pétrolières en général, et dans le Golfe arabo-persique en particulier. Inutile de chercher à détruire individuellement les puits de pétrole pour priver les pays producteurs de pétrole de leur rente, une bombe bien placée dans une des unités de collecte et de traitement est beaucoup plus efficace. Cette vulnérabilité des installations pétrolières devrait faire réfléchir les différents protagonistes présents dans le Golfe, tentés de déclencher une escalade militaire susceptible d'amputer l'approvisionnement en pétrole d'un quart.

L'attitude des États-Unis, responsables pour partie des tensions dans le Golfe après leur retrait du traité nucléaire, sera déterminante pour le cours du pétrole. Ils peuvent, comme l'a tout de suite sous-entendu le président Trump, déclencher des représailles sur l'Iran soupçonné d'avoir contribué à l'organisation de l'attaque. L'Arabie saoudite n'hésitera pas à incriminer l'Iran pour impliquer les États-Unis. Le risque d'une riposte dure et massive par les États-Unis conduirait à une escalade militaire non contrôlée et à un conflit généralisé, avec de graves conséquences pour l'économie mondiale et donc l'économie américaine. Une telle réponse des États-Unis serait aussi particulièrement risquée pour le candidat Trump à un an des élections présidentielles américaines. Début septembre, l'attaque des Talibans qui coûta la vie à douze Américains n'a provoqué aucune riposte militaire officielle de la part des États-Unis. Bien qu'une riposte de grande ampleur des États-Unis ne semble pas se dessiner, il ne faut pas sous-estimer l'imprévisibilité du président Trump. À l'inverse, il est difficile d'imaginer une désescalade avec un arrêt des sanctions contre l'Iran qui se remettrait à produire massivement. Le marché pétrolier, qui doit faire face à une demande en pétrole moins soutenue que les années précédentes, n'a plus besoin du pétrole iranien à court terme. Le retour du pétrole iranien ferait plonger le prix du pétrole et détériorerait la situation financière des producteurs indépendants américains déjà mise à mal par la baisse des cours depuis le quatrième trimestre 2018. L'attaque contre les installations saoudiennes pourrait au contraire permettre au président et candidat Trump de maintenir les sanctions sur l'Iran sans avoir à organiser une opération militaire d'envergure et risquée contre l'Iran. Sur le plan militaire, l'Arabie saoudite pourrait donc bien se retrouver isolée face à ses adversaires chiites. L'aide américaine se limitera sans doute à la logistique et aux équipements pour sécuriser les installations pétrolières contre la menace de drones.

Cette attaque aurait pu être un coup dur pour les finances publiques saoudiennes que les autorités tentent d'équilibrer en prélevant davantage sur la rente pétrolière depuis 2018 et en augmentant les prix du pétrole. Les capacités de productions endommagées par l'attaque du 14 septembre représentent un manque à gagner potentiel maximal d'environ 250 millions de dollars par jour (sur la base d'un baril de pétrole à 65 dollars) pour les finances publiques du royaume wahhabite. Cependant, si l'Arabie saoudite parvient à restaurer rapidement ses capacités comme elle l'a annoncé 72 heures après l'attaque, le déficit public ne devrait pas se dégrader. Toutefois, l'attaque du 14 septembre portera atteinte à l'orgueil saoudien.

À quelques semaines de la réunion de l'OPEP et des négociations sur une extension de l'accord de production, l'Arabie saoudite se retrouve en position de faiblesse face aux autres grands producteurs. Dans le contexte actuel, le nouveau ministre saoudien du pétrole, le prince Abdulaziz bin Salman, aura

peut-être du mal à convaincre l'Iraq et le Nigeria de se conformer aux quotas de production définis l'année dernière et peu respectés par ces derniers. Il sera aussi plus difficile de convaincre la Russie de prolonger ses réductions de production. Même si l'Arabie saoudite ne prévoit pas de reporter une nouvelle fois l'introduction en bourse d'Aramco, elle doit toutefois réparer et sécuriser ses installations pour rassurer les marchés et ses clients.

En écartant le risque d'escalade militaire dans le Golfe arabo-persique, et la répétition d'attaques similaires à court terme (grâce notamment au renforcement de la sécurité autour des installations pétrolières), **l'impact de l'attaque du 14 septembre sur le prix du pétrole ne devrait être que temporaire**. Son intensité sur l'équilibre du marché dépendra bien sûr des équipements endommagés ou détruits et du temps mis par Aramco pour effectuer les réparations. L'Arabie saoudite a tout intérêt à entreprendre les travaux nécessaires au plus vite pour rassurer ses clients et les marchés financiers, et récupérer sa position centrale sur l'échiquier pétrolier. Les stocks de pétrole de l'OCDE sont assez élevés et supérieurs à la moyenne des cinq dernières années pour pouvoir absorber une baisse de l'offre momentanée.

Notre scénario de prix de pétrole pour 2020 se base sur un retour des capacités de production saoudienne avant la fin de l'année 2019. Le marché pétrolier restera toujours sous pression des risques de baisses d'activité économique. Nous considérons une production de l'OPEP autour des niveaux actuels à 30 millions de barils par jour sur l'ensemble de l'année 2020. En cas de non-reconduction de l'accord OPEP/non OPEP, nous considérons que l'Arabie saoudite fera encore un petit effort pour compenser une partie des gains de production et notamment ceux de la Russie. Sans envolée soudaine et durable, le cours actuel du prix du pétrole devrait contenir la croissance de la production américaine. Enfin, une croissance moins soutenue de la demande en pétrole en 2020 pèsera sur les prix avec un Brent à 62 dollars par baril en moyenne sur 2020 dans notre scénario central.

Stéphane FERDRIN - stephane.ferdrin@credit-agricole-sa.fr